Centre Dentaire
QUARTIER DE LA SANTÉ
GRAND OUVERT...
SELON VOTRE HORAIRE
Dre GINETTE MARTIN
B.A., B.Sc., D.M.D., Fellow ICOI
Chirurgienne dentiste
1037, St-Denis, #203, Montréal, H2X 3H9
T 514.284.1975 • F 514.284.1818
CENTREDENTAIREDUQUARTIERDELASANTE.COM

EM Échos Montréal
VOL. 31 NO. 03
MARS 2024
31 ANS !
PRÈS DE 100 000 LECTEURS

Portes ouvertes Soleil !
Gagnez votre loyer pour 1 an !
Les Résidences Soleil Manoir Plaza
Lire p. 7

CLINIQUE DENTAIRE DU VIEUX-MONTRÉAL
UNE VISITE CHEZ NOUS VOUS FERA SOURIRE
Gamme complète de traitements dentaires
Nous acceptons les nouveaux patients et les urgences
Maintenant ouvert le samedi de 10h à 15h
400, rue St-Jacques Ouest, bureau 101
514-843-4895 Square-Victoria
Dr Michel Kakon
Dr Gabriel Kakon
Dre Lisa McGregor
Dre Lisette McGregor
Dr Jeremy Sananes
Dentistes - généralistes
Dr Karim Chalaby
Parodontiste
CDVMONTREAL.CA

CET ESPACE PUB EST POUR VOUS!
514.844.2133

ENTREVUE EXCLUSIVE
PAUL ST-PIERRE PLAMONDON

LES GAGNANTS DU PROJET *LE FRANÇAIS, UNE LANGUE QU'ON AIME !*
P. 9-12

■ Édito : Volte-face politicienne P.02
■ Portrait de Jennifer Maccarone P.14
■ Le marché immobilier et les acheteurs étrangers P.16

© Paul St-Pierre Plamondon Facebook

MICHÈLE BOUCHARD
COURTIER IMMOBILIER
RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
514-983-5695
Sutton
GROUPE SUTTON CENTRE-OUEST
ELODIE BOUCHARD
MCGILL BCOM,
COURTIER IMMOBILIER RÉSIDENTIEL & COMMERCIAL
EBOUCHARDIMMO@GMAIL.COM • 514-688-5695
514-933-5800 | mbouchard@sutton.com | MBOUCHARD.CA

ÉDITORIAL

VOLTE-FACE POLITICIENNE

Vincent Di Candido

© Valérie Plante Facebook

Ainsi, le Capitaine Bonhomme Sept Heures, **Denis Coderre**, ne reculant devant rien afin de mousser sa candidature pour l'investiture à la chefferie du Parti libéral du Québec, **appuie apparemment sans réserve les propos de la mairesse de Montréal Valérie Plante, qui s'insurge contre l'augmentation** attribuée aux étudiants étrangers venant étudier aux universités anglophones Concordia et McGill. **La CAQ désire augmenter de 3 000 $ les frais de scolarité et d'inscription pour les étudiants étrangers** de ces deux universités, montants que le Ministre Jean-François Roberge veut ensuite redistribuer aux universités francophones.

Du côté de Valérie Plante, on ne se surprendra pas du peu d'empathie dont elle fait preuve à l'égard de la langue française. **Cette attitude cavalière envers la cause francophone a été symptomatique et révélatrice sur la manière de penser de la mairesse dès les premières semaines de son arrivée au pouvoi**r. On se rappellera d'ailleurs de son discours controversé, entièrement en anglais, devant un parterre d'investisseurs en 2018. Depuis la cheffe de l'administration municipale montréalaise a ponctuellement démontré son désintérêt envers la langue de Molière, dans une métropole qui n'a jamais été autant malmenée depuis des décennies, que ce soit au niveau de l'affichage ou de la langue parlée au travail.

Et, comme d'habitude, ce n'est que devant le flot de critiques à son endroit qu'elle a finalement décidé de réagir, avec une mesure que plusieurs trouvent plutôt mièvre et insipide, soit de créer un « quartier de la francophonie » au cœur de Montréal. **Il faut avouer qu'il y a là une dissonance plutôt ridicule** et qui constitue en filigrane un flagrant aveu d'échec, **que de vouloir créer un quartier francophone… dans une ville qui est supposée elle-même être francophone à la base**.!.

Et donc, en continuation avec sa position pro-anglophone, la mairesse Plante déclare ne pas être d'accord avec l'idée de couper les subventions d'aide gouvernementales québécoises, beaucoup trop généreuses, dont bénéficiaient jusqu'alors les étudiants étrangers venant étudier au Québec.

La majeure partie de son argumentaire repose sur la « peur d'éloigner (de Montréal et du Québec) les talents potentiels ». **Sauf que c'est justement cet argumentaire qui ne tient pas la route** et qui a engendré la détermination du Gouvernement de François Legault à facturer ces frais et faire payer une plus juste part aux étudiants étrangers qui jusqu'à présent profitent – plusieurs diraient plutôt abusent – de la générosité québécoise en la matière.

Car **les faits le prouvent incontestablement : une écrasante majorité de ces étudiants retournent ensuite dans le reste du pays, aux États-Unis ou en Europe, sans que le Québec puisse ainsi retirer le moindre bénéfice** de son investissement. **Il est temps que ça cesse**. Sans compter que même avec des frais augmentés, la vie estudiantine demeure encore malgré tout bien plus accessible et abordable dans la Belle Province que dans le reste du « plusse meilleur pays au monde » de Jean Chrétien.

ET, COMME D'HABITUDE, CE N'EST QUE DEVANT LE FLOT DE CRITIQUES À SON ENDROIT QU'ELLE A FINALEMENT DÉCIDÉ DE RÉAGIR, AVEC UNE MESURE QUE PLUSIEURS TROUVENT PLUTÔT MIÈVRE ET INSIPIDE, SOIT DE CRÉER UN « QUARTIER DE LA FRANCOPHONIE » AU CŒUR DE MONTRÉAL

Mais voilà que Denis Coderre, qui n'en est jamais à une courbette près pour ramasser des appuis (votes) et plaire à la communauté anglophone ou aux autres provinces, se lance lui aussi dans cette joute politico-pédago-idéologique. **On pourra à tout le moins admirer la résilience de monsieur Coderre, qui semble avoir conservé le feu sacré de la politique**, malgré ce statut de perdant qui lui colle maintenant à la peau, d'abord au fédéral puis ensuite lors des deux plus récentes cuisantes défaites aux élections municipales, face à Valérie Plante justement, dont en 2020 même s'il comptait pourtant sur une avance de 12 points à quelques semaines à peine de la date électorale-butoir. Le caucus libéral devrait conserver une saine prudence à son égard.

Par ailleurs, **on ne peut que s'étonner du silence du comité sur la Langue française mis en place par Valérie Plante** suite aux nombreuses critiques à son égard au sujet de sa propension à négliger le statut précaire du français à Montréal, tout en favorisant ponctuellement l'anglais dans ses conférences de presse. **Cette mièvrerie du comité est d'autant surprenante que celui-ci compte sur Louise Harel** à la présidence, celle dont on vantait autrefois la fougue et la détermination, une femme de conviction et un esprit de fer avec une voix de velours.

En outre, au sein de cette équipe de sept personnes qu'elle a montée, madame Harel peut aussi bénéficier de la vaste expérience de Louise Beaudoin, elle aussi politicienne de caractère n'ayant peur de rien et autrefois ardente défenseure de la cause française. Or, **il semble que madame Beaudoin**, sous le leadership « gentillet » de madame Harel, **se contente maintenant d'exprimer son désaccord avec la mairesse sur la pointe des pieds**, en précisant même qu'elle ne veut pas impliquer son comité (CLFUM) ou porter ombrage à l'administration en place. La stratégie du silence des agneaux…

Il convient dès lors de se demander à quoi peut bien servir cet organisme, sinon à titre de paravent voué seulement à sauver la face des politiciens. D'ailleurs, le talentueux chef actuel du Parti Québécois, Paul St-Pierre Plamondon doit se poser des question sur le cheminement disons… « mollasson », de plusieurs anciens péquistes ayant dépassé le crépuscule de leurs carrières respectives, **ou sur le bien-fondé d'un comité de la langue française qui ne défend rien** sauf d'y aller d'un slogan-postiche des plus artificiels et préfabriqués « *Montréal, métropole francophone des Amériques* »…

Dans cette saga navrante, on peut cependant heureusement trouver quelques voix plus réjouissantes et porteuses d'espoir. **Notamment, on tient à féliciter la Commissaire de la langue française** à la Ville de Montréal et ancienne collaboratrice dans le cabinet de la Culture Jean-François Roberge, **Noémie Dansereau-Lavoie**, que l'on veut d'ailleurs remercier d'avoir accepté de faire partie de notre panel de juges pour l'évaluation des textes étudiants de notre concours de langue française. Certains politiciens carriéristes, dont les convictions semblent ponctuellement fluctuer selon leur affiliation politique du moment, devraient s'en inspirer. ■

LE NÉGATIVISME CITOYEN

Mercedes Domingue

Historiquement, dans une nation comme par exemple le Québec, toutes les prises de décisions concernant de grands projets futurs se sont heurtées à un lot relativement élevé de négativisme et de contestataires.

Je ne sais pas si cela a trait à la nature même de plusieurs citoyens québécois, une forme de réticence atavique à tout ce qui pourrait provenir de l'organisme d'autorité, en l'occurrence l'État québécois ou les différents paliers de gouvernements, qu'ils se situent aux niveaux fédéral, provincial et/ou municipal. Toute tentative de projet d'envergure doit se confronter à un lot constant de détracteurs, réfractaires à tout changement que ce soit, soit parce qu'on juge les coûts prohibitifs, soit parce qu'on estime que cela détruirait le tissu social ou nuirait à l'essor local.

À bien y penser, peut-être est-ce là aussi une forme dérivative de rébellion connexe envers le Gouvernement central canadien, auquel on porte rancœur d'avoir ainsi la mainmise sur l'économie - souvent au profit des provinces anglophones du reste du Canada, comme par exemple pour le secteur de l'automobile en Ontario, ou l'ensemble de l'industrie pétrolifère des provinces de l'Ouest -, et qui se transposerait à l'échelle nationale en une réticence à tout projet touristique ou de développement économique effectué par des politiciens embrigadés dans «le système». Mais toujours est-il que dans notre Belle province, **la moindre décision budgétaire est remise en question et débattue** à l'excès, **souvent sous la férule de comités plus ou moins représentatifs** de la population, incluant ponctuellement des politiciens en quête de notoriété ou à la recherche de leurs 15 minutes de gloire dans les journaux.

Ainsi, le cas très récent de **la Fédération des Contribuables canadiens (F.C.C.) qui émet des doutes** sur la dépense de 870 M$ planifiée en vue de la réfection du toit du stade olympique de Montréal, **estimant cette dernière injustifiée. Ces propos trouvent leur propre écho plus nuancé** dans les commentaires de la députée libérale Marwah Rizqy, qui est probablement en campagne pour briguer la chefferie de son parti devenu orphelin depuis le départ de Dominique Anglade. Celle-ci réclamerait la démolition proprement dite du stade, mais tout en émettant paradoxalement d'étranges doutes quant au coût estimé d'une telle opération, qui avoisinerait les deux milliards $. **Cela dit, au-delà même des coûts, cette analyse de surface ne tient pas compte de l'essentiel, la notoriété patrimoniale de ce stade iconique**, inauguré en 1976 à l'occasion d'une des grands moments de célébration de notre métropole soit la tenue des Jeux olympiques qui ont attiré des millions de visiteurs dans notre coin de pays, dont la résonnance fut mondiale, et qui sont venus notamment consacrer Nadia Comaneci dans le cœur collectif des Québécois. **Ce lieu à la signature visuelle unique fait littéralement partie de l'empreinte urbaine de la Ville** et il se veut également un point de rassemblement incontournable pour dynamiser les secteurs plus à l'Est.

Non seulement serait-il désolant de s'en débarrasser aussi cavalièrement, mais **ce serait également passer outre à l'extraordinaire potentiel que conserve ce site mal-aimé**. Que ce soit pour recevoir des Salons d'envergure internationale, comme un Salon de l'Habitation, de l'Automobile, ou de l'Agriculture comme en France. Ou pour être enfin – une fois modernisé – l'hôte des spectacles les plus en vue sur la scène culturelle mondiale, à l'instar de l'exemple très récent de la très médiatisée tournée de concert de Taylor Swift, qui est venu enrichir la ville-reine pendant qu'à Montréal on regardait passer le bateau avec une apathie bien douillette. Une fidèle lectrice d'Échos Montréal a même laissé un message au journal suggérant que le Stade pourrait être partiellement reconverti en logements sociaux et/ou en habitations de prestige. Et pour en revenir aux doutes farfelus de la députée quant aux faramineux coûts estimés à 2 milliards si on devait opter pour la démolition pure et simple de ce stade qui en a coûté 6 milliards $, **il faut prendre le ridicule de son affirmation pour ce que cela est, une déclaration populiste d'une députée** qui n'a rien d'un ingénieur, mais **qui tente simplement de se faire un petit peu de capital médiatique** à la façon Trump : on affirme n'importe quoi pourvu que ça fasse son chemin dans la bulle médiatique.

Rappelons quand même que le Stade olympique est la seule enceinte populaire ayant la capacité d'accueillir plus de 70 000 visiteurs. Ce qui le compte le plus

Stade Olympique, Août 2023 © Eva Blue - Tourisme Montréal

pour l'avenir, c'est de s'assurer que toutes réparations futures ne soient plus de simples mesures-diachylons mais de réelles rénovations durables et résilientes, tout en incluant une modernisation logistique adéquate des infrastructures, afin d'en faire un réel lieu incontournable de la vie municipale montréalaise pour de nombreuses années.

La Ville est encarcanée depuis trop longtemps dans une morosité à la petite semaine. Il est plus que temps que l'on retrouve l'ambition d'autrefois, de cette époque où on osait faire des projets frondeurs comme Expo 67 ou la Baie-James, qui se sont inscrits comme des fleurons de l'histoire québécoise. ■

Échos Montréal
L'info au cœur de Montréal

ANNONCEZ VOS AVIS PUBLICS
ET VOS SERVICES PROFESSIONNELS

ÉCHOS MONTRÉAL, LE PLUS GRAND JOURNAL DE QUARTIER QUI EST DEPUIS 31 ANS LU PAR 100 000 LECTEURS DANS LE GRAND MONTRÉAL AVEC DES TEXTES POLITIQUES, CULTURELS, ET SOCIAUX, FAIT PAR DES JOURNALISTES PROFESSIONNELS, ET EN PLUS DE PARAÎTRE DANS RADDAR AVEC 72 000 COPIES PAR LA POSTE, ET LA COLLABORATION DE LA RADIO CENTRE-VILLE CIBL 101.5.

ANNONCER DANS NOTRE JOURNAL C'EST GAGNANT.
L'ESSAYER, C'EST L'ADOPTER !

N'HÉSITEZ PAS, INFORMEZ-VOUS DE NOS TARIFS SPÉCIAUX !
TÉL. : 514-844-2133 OU
PUBLICITECHOSMONTREAL.COM

AVIS PUBLICS ET SERVICES PROFESSIONNELS

2,38'' x 3,3'' 250$
2,37'' x 1,6'' 175$
4,85'' x 1,6'' 250$
2,38'' x 3,3'' 250$

ENTREVUE EXCLUSIVE ! - UN CAFÉ AVEC PAUL ST-PIERRE PLAMONDON

Jean Corrieras-Mur

Attablé à un café dans Hochelaga, à la limite de sa circonscription, j'attends Paul Saint-Pierre Plamondon. Il arrive à l'heure, suivi par sa directrice de bureau et un homme qui assure sa protection. Il me sert la main avec fermeté et s'adresse à moi avec dynamisme. La conversation est fluide et les thèmes s'enchainent naturellement.

COMME IL EST COUTUME, ON COMMENCE PAR UN « BONJOUR M. PLAMONDON, COMMENT ALLEZ-VOUS ? » Ça va bien, c'est beaucoup de travail parce qu'on prépare une formation politique à la hauteur des défis d'aujourd'hui, mais ça va bien. On est dans une période tumultueuse avec de nombreuses crises, dont sociales, environnementales et potentiellement économiques alors il faut trouver les bonnes personnes, avoir les réflexions les plus précises et rigoureuses possible pour être à la hauteur de ces défis-là. C'est énormément de travail, mais j'ai toujours pensé que j'étais privilégié de faire cette job-là. En y repensant, c'est arrivé plus vite que ce que j'anticipais. Sans la démission surprise de Pierre Karl Péladeau, mon chemin aurait été complètement différent.

QU'EST CE QUE ÇA VEUT DIRE ÊTRE UN ENTREPRENEUR EN POLITIQUE ? Le politicien classique va tenter de faire des gains dans les opinions, dans les sondages, en prenant une position populaire au diapason de la population le jour où l'actualité dicte un sujet. C'est une vision très à court terme des gestes que l'on pose. L'entrepreneur va se fixer un objectif, va se faire un plan de marche et ensuite va suivre à la lettre le plan de marche indépendamment des aléas du jour. La vision est sur le moyen-long terme, dans la constance. **Pour être un bon politicien, il faut être capable des deux : comprendre l'actualité et ne pas fléchir au gré du vent**.

Il est vrai que la politique québécoise a tout de même une offre politique complète, si on regarde **le niveau du débat des chefs en 2022, c'était du très haut niveau** par rapport à n'importe où dans le monde. Le plus important à mes yeux, c'est que le électeurs ne votent plus dans une perspective défaitiste ou morose ; ce qu'ils ont fait lors de l'ère Charest, l'ère Couillard et l'ère Legault.

CE N'EST PAS TROP DUR ÊTRE PÈRE, POLITICIEN, CHEF DU PARTI ? Oui, c'est difficile, je suis constamment en train de me demander si je suis à la hauteur dans chacun de ces secteurs-là de ma vie. Je ne veux pas avoir le sentiment d'avoir raté l'enfance de mes enfants, mais je ne veux pas non plus avoir le sort du parti et de l'indépendance entre mes mains et ne pas être à la hauteur. Ce n'est pas différent de plein d'autres parents.

© Courtoisie Facebook

[...] LES MÉDIAS SONT DES SERVICES ESSENTIELS DU FONCTIONNEMENT DE NOTRE SOCIÉTÉ, DE LA MÊME MANIÈRE QUE LE POMPIERS. AU MINIMUM, IL FAUDRAIT QUE L'ÉTAT FASSE SA PART POUR LES MÉDIAS LOCAUX

ÊTES VOUS ANTI-WOKE ? Je suis critique du wokisme, je suis d'accord d'être bienveillant et de vouloir inclure. Mais ces dernières années on n'a vu que les procès d'intention sur qui est le plus bienveillant, le plus inclusif. **Ça s'est substitué à l'examen rigoureux de si une théorie tient la route ou pas**. Mais c'est un problème qui existe à droite comme à gauche, il s'est développé dans le mouvement libertarien conservateur québécois le même modus operandi, être beaucoup dans l'idéologie et déformer un peu la réalité pour servir sa clientèle. Parfois, on peut considérer le wokisme ou autre, comme une tentative de museler l'analyse de si une théorie tient la route de la rigueur ou pas. Je suis critique de la place grandissante de l'idéologie.

JE VOUDRAIS VOUS PARLER DU SORT DES MÉDIAS, LE COÛT DE LA LOI C-18 A ÉTÉ ESTIMÉ À 250 MILLIONS $ POUR LES MÉDIAS QUÉBÉCOIS, COMMENT COMBLER CE MANQUE ? Nous avons sorti un **plan détaillé**, mais **les mesures qui nous semblent les plus efficaces sont bonifier les crédits sur le journalisme, venir en aide à des médias locaux** dont le modèle est plus fragile, en se disant : c'est le prix de la démocratie. La transition qu'il faut faire c'est convenir que la démocratie est essentielle et donc, **les médias sont des services essentiels** au fonctionnement de notre société, de la même manière que les pompiers. Au minimum, il faudrait que l'état fasse sa part pour les médias locaux. Si leur modèle d'affaires ne tient pas, l'état doit les accompagner pour être certain que les médias soient stables. **Rappelons que les sommes ne sont pas colossales**, ce n'est pas des fortunes qu'il faut dépenser pour stabiliser les différents médias régionaux du Québec.

LE QUÉBEC SOUFFRE ENCORE DE PÉNURIE DE MAIN D'OEUVRE ? Oui, on est toujours en pénurie de main d'oeuvre, si des gens n'arrivent pas à trouver de l'emploi, c'est plus du côté de l'employabilité ou des carrefours d'emplois qu'il faut se tourner.

Il faut augmenter le taux de participation du marché du travail. Toutes les études disent l'immigration n'est pas une solution. Dans une étude plus récente on démontre que ça creuse la pénurie de main-d'oeuvre dans une situation de pénurie de logementsv . En réduisant l'immigration temporaire et permanente, on va réduire la pression sur le logement, sur la santé et l'éducation. Par contre, on va devoir compenser avec une participation au marché du travail accrue, des ainés et des personnes en temps partiel. Évidemment, sur une base volontaire, en incitant avec des crédits d'impôts.

En ce qui concerne l'immigration, ce qui est fondamental, c'est être en mesure d'accueillir tout le monde dans des conditions dignes. Peu importe les caractéristiques physiologiques ou l'année d'arrivée, tous les Québécois doivent avoir le droit d'accéder à un logement, une éducation pour leurs enfants et des services. Si ce n'est pas le cas, dans 20 ans ces personnes pourraient nourrir un ressentiment envers leur société d'accueil, parce qu'elle les a traitées comme des sous-citoyens.

Officiellement, le Parti libéral du Canada dit ne pas suivre l'initiative du siècle et s'en est totalement détaché lorsqu'il a compris que c'était radioactif. Mais remarquez, **les chiffres auxquels nous contraint le gouvernement du Canada, c'est exactement l'initiative du siècle**. Mais c'est basé sur des fausses prémisses, l'idée que c'est la solution à la pénurie de main-d'oeuvre est invalidée par la recherche, l'idée qu'une immigration astronomique va créer de la richesse est fausse. Ça va augmenter les PIB, mais le PIB par capita peut même reculer comme le démontre l'étude de la *Banque Nationale*. C'est un dérivé idéologique.

LE QUÉBEC PEUT-IL EXISTER DANS UN CANADA À 100 MILLIONS ? Aucun avenir en français. **Ce que le Canada nous réserve c'est le déclin de la langue et de la culture québécoises jusqu'à ce qu'elles deviennent folkloriques**. C'est en train de s'accélérer, parce que notre poids politique et démographique diminue dans le Canada. Fut une époque où Jean Chretien ou Bryan Mulroney avaient besoin de gagner le Québec, désormais ni Trudeau, ni Poilièvre n'ont besoin du Québec pour devenir Premier Ministre du Canada. Le Québec devient inaudible,

peu considéré et souvent méprisé et on va être dans une posture défensive tant qu'on sera considérés comme une anomalie.

LES SERVICES PUBLICS SOUFFRENT, NOUS L'AVONS VU AVEC LES PROFS, LA SANTÉ ETC.. COMMENT AMÉLIORER LE SORT DE CES TRAVAILLEURS EN MAINTENANT LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC ? Encore une fois, la participation au travail. **On doit être plus nombreux à participer pour réduire la pénurie de main-d'oeuvre**. On doit partir de la prémisse que l'on cherche a réduire les inégalités, parce que de gens qui n'ont pas de soutien, vont demander plus d'aide et mettre de la pression sur les services. Un gouvernement PQ ira bonifier les organismes communautaires, va prendre une approche interventionniste sur les causes profondes de ce qui crée des malaises.

Nous avons soutenu les profs tout du long, si on veut une société viable, il faut qu'ils aient un salaire digne. Cela étant dit, pour la prochaine convention collective, **si on veut améliorer le système d'éducation, je pense qu'il faudra beaucoup plus de préparation de la part des deux parties**. Ce n'est pas normal que les profs aient reçu plein de demandes du gouvernement peu de temps avant l'échéance, ce qui a découlé en un conflit de travail qui a aussi immobilisé les familles québécoises. La prochaine fois, il faudra un dialogue qui commence longtemps avant l'échéance.

L'ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ POUR LES JEUNES EST DIFFICILE ET LES LOYERS NE CESSENT DE GRIMPER, QUE FAIRE ? Rétablir l'offre et la demande, on ne peut pas avoir 528 000 migrants temporaires sur le territoire et penser que ça n'a aucun impact sur le logement. **Trop de demandes et pas assez d'offres, les prix montent en flèche**. Nous, on propose de réduire les taux d'intérêt de trois points pour le placer à 3 % pour les premiers acheteurs. Aussi, doubler le crédit d'impôts pour les premiers acheteurs. Ça a un coût, mais je préfère que l'on paye plutôt que créer une iniquité générationnelle.

L'INDÉPENDANCE, TOUJOURS AU GOÛT DU JOUR ? Il y a de l'écoute. **Rarement le Canada aura été aussi méprisant envers la volonté démocratique des Québécois**, rarement le PQ aura connu une montée aussi fulgurante. Beaucoup de gens sont à l'écoute, à cette époque remplie de crises, quand l'avenir de la différence québécoise est fragile, cela fait réfléchir à comment nous on veut sortir de ces crises. Parce que le Canada ne fait rien. Il nous condamne à investir dans les sables bitumineux, nous condamne à des choix douteux sur les Premières Nations... Il y a beaucoup de place pour cette discussion en ce moment.

D'autant plus que toutes les études démontrent que le Québec dès le jour 1 serait l'un des plus riches au monde, avec le ratio d'endettement le plus sain au monde. Puis, il y a plein de **comparables, scandinaves, hollandais, ils vivent dans la richesse**. Ce serait ce que l'on connait en ce moment, mais en légèrement mieux parce que nos décisions seraient stratégiquement alignées avec nos intérêts, ce qui n'est pas le cas avec le Canada.

LES QUÉBEC RESTE UNE RÉGION QUI REÇOIT PLUS DU CANADA QU'ELLE NE DONNE, COMMENT POURRAIT-ELLE S'EN SORTIR ? Le Québec

© Courtoisie Facebook

[L'INDÉPENDANCE...] : TOUTE LES ÉTUDES DÉMONTRENT QUE LE QUÉBEC DÈS LE JOUR 1 SERAIT L'UN DES PLUS RICHES AU MONDE, AVEC LE RATIO D'ENDETTEMENT LE PLUS SAIN AU MONDE

reçoit **de la péréquation, il n'y a pas d'argent canadien, c'est de l'argent québécois perçu par Ottawa et renvoyé ici**. Le Québec reçoit moins d'investissements directs que d'autres provinces. Le bilan est rédigé dans le budget de l'an 1. La conclusion est que l'on se retrouve dans des situations comparables avec ou sans le Canada, avec la différence que dans un cas c'est nous qui décidons de notre sort en agissant en fonction de nos intérêts.

VOUS AVEZ PARLÉ DE 82 MILLIARDS $, D'OÙ SORT CE CHIFFRE ET COMMENT LES RÉCUPÉRER ? C'est ce qu'on enverra au fédéral l'an prochain. De ceux-là, on recevra 30 milliards $, souvent avec des conditions, mais il manque plus de 50 milliards $ qui sont dépensés en échange de peu de services.

COMMENT VOUS PRÉPAREZ-VOUS POUR 2026 AVEC ENTRE 35 ET 38 % DE SOUTIEN À L'INDÉPENDANCE ? La préparation la plus importante, c'est la qualité des candidatures. On recherche des candidatures avec des compétences spécifiques à certains ministères, on recherche une parité hommes-femmes et une representativité de la société québécoise à tous les niveaux. **Essentiellement, on recherche des gens de conviction qui sont droits et compétents**. 35 ou 38 %, ce n'est pas là où je veux me rendre, reparlons-nous dans un an. Les gens nous voient confiants et ça leurs donne le goût d'avoir confiance. Faut laisser le temps au temps aussi, j'ai la cohérence et la persévérance de mon côté, mais pas de magie.

Auprès des anglophones, je mène une campagne constante pour que les gens comprennent nos motivations et se détachent d'une peur décalée de la réalité. **La peur est le pire ennemi d'un projet de société**. Il y a une fraternité anglos-francos, il y a un régime fédéral qui lui a intérêt à cataloguer les gens par catégories et ensuite d'instaurer un climat de peur entre des catégories pour maintenir le pouvoir. Diviser pour mieux régner.

LE SONDAGE LÉGER VOUS A PLACÉ EN TÊTE, IMAGINEZ QUE VOUS AVEZ GAGNÉ ET QUE VOUS ÊTES PREMIER MINISTRE, COMMENT S'ENCLENCHE LE PROCESSUS DE L'INDÉPENDANCE ? On a un livre bleu qui porte exclusivement là-dessus, qui sort non pas cette année, mais l'année suivante. Si vous voulez voir un parallèle allez voir « *Scotland's Future in to Scotland Hands* ». Ils ont vraiment fait un bon travail.

QUELLE RELATION AURAIT LE QUÉBEC AVEC LE CANADA ET LE RESTE DU MONDE ? Avec le Canada, après quelques années de tumulte et de blabla...ça va ressembler à la Suède et la Norvège. Quelques énervements sur le coup, mais au moyen terme, une bonne relation. Personne n'a intérêt d'avoir une mauvaise relation avec son voisin.

Pour le reste, bien sûr la France, la Belgique, la Suisse. Les pays francophones d'Afrique évidemment. Étonnamment, l'Angleterre, malgré le passé colonial. Bien sûr, notre allié naturel, les États-Unis, c'est tellement évident que je ne le nomme pas. J'ai une historique particulière avec les pays scandinaves alors c'est pas trop rationnel mais...

Le tout en français. Après, on négocierait avec les Nations Autochtones ce qu'elles veulent. Le français est la langue officielle du Québec, après il faudrait voir ce que les autres nations veulent pour leurs langues.

UN MOT DE LA FIN ? La vie est courte, de notre vivant si on a le choix de prendre le parti de la vérité et de l'optimisme, c'est triste de ne pas le faire. Pour le Québec, après la domination canadienne qui ne nous donne pas d'avenir, ça va être important, quand le rendez-vous ultime aura lieu, de ne pas céder à la peur et donner la réponse qui est porteuse d'espoir. ■

CHRONIQUE

UN SYSTÈME SYNDICAL SOCIALEMENT VICIÉ ?

François Di Candido

Nous avons assisté à une parodie de front commun de diverses organisations syndicales qui - grâce à l'effet conjugué d'une communication efficace et la complaisance de plusieurs médias qui en profitèrent pour recogner sur l'administration Legault -, ont même réussi à obtenir l'appui global d'un bon pourcentage des Québécois, en particulier dans les domaines respectifs de l'Éducation et de la Santé. Les premier étant sous la férule syndicale de la FAE (Fédération Autonome des Enseignant.e.s) et de la Présidente Mélanie Hubert, et le second sous le joug de Magalie Picard, Présidente de la FTQ.

Malheureusement, le Gouvernement Legault, empêtré dans ses gaffes à répétition, ses problèmes de communication et des sondages catastrophiques, et ne voulant descendre encore plus bas dans l'appui populaire – surtout avec la menace d'un Parti Québécois en plein essor – **a choisi de craquer sous la pression et de concéder un montant faramineux de 11,5 milliards pour répondre aux diverses syndicales, plutôt que le 4,6 milliards $ qui était initialement prévu** dans ses calculs budgétaires. En somme, pour acheter la paix et en position de faiblesse populaire, on s'est résolus à l'idée d'un déficit supplémentaire de 7 milliards $ dans les finances.

On ne lance pas la pierre au Gouvernement caquiste, celui-ci n'avait pas le choix. Il fallait mettre fin à la tourmente sociale, d'autant plus en Éducation qui a toujours été prônée comme prioritaire par François Legault. Mais en attendant, pour subvenir à la gourmandise de syndicats qui ne représentent qu'une partie minoritaire de la population, ce sont tous les Québécois qui vont en pâtir, et c'est l'essor économique qui en sera embourbé, avec l'inévitable mise au rancard de nombreux projets d'avenir, faute d'avoir les sous nécessaires à leur mise en œuvre. Beaucoup d'entre eux n'auront cependant qu'eux-mêmes à blâmer, de par leur appui inconditionnel aux grévistes en plein cœur d'une poussée inflationniste qui touche le monde entier. **Comprenons-nous bien**, il ne s'agit pas ici de justifier ou pas, ni de critiquer ou pas les demandes salariales déjà très avantageuses dont bénéficient les travailleurs syndiqués de ces corps de métiers professionnels, comme les professeurs, tout comme les maçons, les soudeurs, les électriciens, etc… C'est un dur labeur, et **il n'y a aucune honte ou aucun mal à vouloir bénéficier de la meilleure rémunération possible, ou à profiter d'excellentes conditions de travail** lorsque celles-ci s'offrent à nous. Sauf qu'en période d'austérité, quand tout coûte de plus en plus cher, que de nombreux commerces ferment et que l'on effectue depuis un an des coupes de personnel massives dans plusieurs sphères commerciales, il faut aussi avoir une certaine conscience sociale.

IL CONVIENT DE RAPPELER QUE MÊME DANS DES PAYS REVENDICATEURS COMME LA FRANCE, CHAMPIONNE MONDIALE DE LA CONTESTATION SYNDICALE, PLUSIEURS SERVICES SONT CONSIDÉRÉS COMME ESSENTIELS, COMME JUSTEMENT LES SERVICES SCOLAIRES EN ÉDUCATION, OU LES SERVICES EN SANTÉ, INCLUANT OPÉRATIONS, URGENCES, ETC…

En société, on ne peut s'attendre à n'avoir que des droits ou des exigences tous azimuts, mais sans devoir assumer en contrepartie la moindre forme de

responsabilités. Il est devenu évident, depuis plusieurs décennies, que les syndicats ne travaillent plus au bien de toute la société, mais plutôt de leurs propres intérêts, dans une chambre d'échos entièrement repliée sur elle-même et qui ne souffre d'aucune contestation. **Et il est tout aussi clair que les syndicats ont acquis beaucoup trop de pouvoir**. Dont celui de paralyser la société.

Il convient de rappeler que même dans des pays revendicateurs comme la France, championne mondiale de la contestation syndicale, plusieurs services sont considérés comme essentiels, comme justement les services scolaires en Éducation, ou les services en Santé, incluant opérations, urgences, etc... Et conséquemment, la grève y est simplement interdite. **Au Québec, il serait peut-être temps d'étudier la situation, dans un contexte où les syndicats,** dont les **membres ne représentent ultimement même pas le septième de la population**, sont malgré tout capables de paralyser le tissu social et d'imposer leur bon vouloir à toute la population.

Car sinon ce sont les autres citoyens qui en souffrent. Les autres corps de métiers non syndiqués, les nombreux parents dont le quotidien a été chamboulé, certains devant même manquer des journées de travail. Ou tous ces patients hospitaliers dont les opérations – qui prennent déjà des plombes à être planifiées – ont été reportées indéfiniment.

Ultimement cependant, il s'agit surtout de la lutte de pouvoir d'organisations syndicales dont la voracité perpétuelle ne pourra que finir par leur nuire, un peu comme le serpent qui finit par mordre sa propre queue. De même, on peut raisonnablement anticiper que l'unité de façade dont elles ont fait preuve à l'automne ne pourra que s'effriter, pour muter en guerres fratricides, chacun tentant de s'accaparer de la plus grosse pointe de tarte. **D'ailleurs, on peut déjà écouter leurs jérémiades quant à la nouvelle réglementation composée par le Ministre de la Santé Christian Dubé**. Cette réforme va grandement diminuer le nombre de cellules syndicales, qui passeront d'une centaine actuellement à seulement 6, regroupées en un seul organisme, mettant ainsi fin à la cacophonie dans les hôpitaux.

Par ailleurs, **il serait également plus que temps de poser un regard plus incisif sur les finances en apparence parfois louches et kafkaïennes des principales organisations syndicales**. Par exemple, on note les dernières révélations du *Journal de Montréal* concernant le règne de Jocelyn Dupuis, l'ancien Président de la FTQ qui, via la SOLIM telle que s'appelait à l'époque la branche immobilière du Fonds de solidarité FTQ, a régulièrement investi dans des projets immobiliers douteux ou en lien avec le crime organisé. **Rappelons que ce sont quand même les économies de quelque 770 000 épargnants** qui sont gérées par le Fonds de solidarité, gérant un actif énorme évalué à près de 19 milliards $.

Les enquêtes policières toujours en cours sur certains de ces projets immobiliers sont comme une épée de Damoclès menaçant les dirigeants actuels de la FTQ, alors qu'historiquement, il a à maintes reprises été démontré que l'organisation syndicale a placé des sommes d'argent considérables dans des républiques dictatoriales et des paradis fiscaux, et donc exemptés de l'impôt québécois. **Ces manières de fonctionner dénuées d'éthique sont lointaines de celles du regretté Louis Laberge**, qui a dirigé la FTQ avec probité et intégrité pendant 27 ans. Il a même fait de la prison pour défendre les intérêts du Québec pendant la *Loi sur les mesures de guerre* imposée sous le régime de Trudeau le père. ■

Une entreprise familiale d'ici
C'est Portes ouvertes Soleil!

LES RÉSIDENCES SOLEIL Famille Savoie
Gagner votre loyer pour 1 an!
Visites du lundi au dimanche
Les Résidences Soleil Manoir Plaza
9h à 17h
ou sur rendez-vous
*Détails sur place
Vous n'avez pas de moyen de transport?
Nous pourrons venir vous chercher sur rendez-vous.
Tout un programme vous attend durant cette grande saison Portes ouvertes au Soleil!
Rencontrer un conseiller
Visiter un appartement
Activités et loisirs
Cadeau de bienvenue
Repas gratuit
Sur rendez-vous
Visitez-nous 7 jours/7!
1 800 363-0663
Plaza (centre-ville)
505, rue Sherbrooke Est, Montréal
Métro accès privé Statoin Sherbrooke
residencessoleil.ca • Visites SANS ENGAGEMENTS!
Être accueillant, c'est de famille chez nous.
Appartements 1½ à 4½ abordables · Ici, tous les aînés ont les moyens
Boucherville • Brossard • Sainte-Julie • Mont St-Hilaire • Sorel • Granby • Sherbrooke • Musée (Sherbrooke) • Laval
Plaza (centre-ville Montréal) • St-Léonard • St-Laurent • Dollard-des-Ormeaux • Pointe-aux-Trembles • Repentigny (nouveau)

CHRONIQUE

MACRON A RAISON DE RÉVEILLER L'ONU

Vincent Di Candido

L'intervention du Président de la République française Emmanuel Macron le 26 février dernier devant les membres de l'ONU a suscité beaucoup de commentaires, par la peur engendrée d'une réaction de la Russie qui a toujours profité de la faiblesse mièvre de plusieurs pays membres, incluant les États-Unis à une certaine époque comme c'était le cas lors de l'invasion russe en Biélorussie, où on a carrément laissé faire.

© Emmanuel Macron Facebook

Dans les faits, depuis le début de l'invasion illégale de la Russie en Ukraine, le monde libre aurait dû intervenir beaucoup plus directement au lieu de tergiverser et de laisser aller. Emmanuel Macron a donc tout à fait raison de prôner une intervention plus directe de l'ONU, notamment par la fourniture d'armes au gouvernement ukrainien, mais aussi par l'envoi de troupes qui seront sur place pour une aide militaire, balistique et logistique plus poussée.

En corollaire, l'ancien chef de mission miliaire de l'ONU, le Général Dominique Trinquard indique que la Russie profite ponctuellement des divisions au sein de l'organisme, utilisant ces dissonances politico-diplomatiques pour continuer impunément son avancée en territoire ukrainien, précisant que celle-ci a beau jeu de réutiliser exactement la même stratégie frondeuse, jumelant intimidation et démagogie. Le Général indique qu'il est donc plus important que jamais, comme le fait présentement Emmanuel Macron, de prévoir toutes les options et faire preuve de fermeté.

En outre, il précise qu'il est primordial d'intervenir directement sur le front, en amont, donnant l'exemple d'effectuer sur le terrain l'entretien des chars d'assaut, au lieu de les retourner en France pour un nettoyage. Il convient de rappeler que, selon l'article 51 de l'ONU, les pays peuvent individuellement intervenir en cas d'agression militaire. Et en l'occurrence actuelle, ce ne serait pas seulement légitime, ce serait aussi souhaitable quand on constate que malgré toutes ses velléités guerrières, et surtout **malgré tous les moyens à sa disposition, un pays militarisé comme la Russie ne parvient pas malgré tout à venir à bout d'un petit (en termes de population et de capacités militaires) pays comme l'Ukraine**. Alors une intervention plus « musclée » des membres de l'ONU ne pourrait que convaincre la Russie de cesser enfin les hostilités, n'en déplaise à madame Marine Le Pen, défenderesse démagogue de la Russie et qui semble se calquer sur Donald Trump, dont l'admiration envers les dictateurs est notoire. Ceci... à moins bien sûr que la Russie ne décide tragiquement de recourir à l'arme nucléaire, ce qui serait un non-sens car encore là, non seulement Poutine n'a-t-il pas le gros bout du bâton, mais il se mettrait par surcroît à dos les quelques rares alliés qu'il possède, à commencer par la puissante Chine.

Nonobstant, c'est justement en filigrane sur cette peur du nucléaire et d'un holocauste catastrophique que Poutine oriente sa psychologie politique. Une intimidation larvée à laquelle malheureusement cèdent lâchement beaucoup de membres de l'ONU, ne comprenant apparemment pas qu'il ne s'agit que du bluff désespéré d'un dictateur intimidateur en fin de parcours.

Du même souffle, le Général Trinquard indique aussi qu'il faut absolument prévenir l'élection de Donald Trump pour un 2e mandat à la présidence des États-Unis, lui qui a professé à maintes reprises l'admiration qu'il voue au dictateur russe, et qui par ailleurs prône d'abandonner purement et simplement les pays membres de l'ONU ayant de la difficulté à rembourser leurs dettes internationales.

Bref, il est plus que temps pour l'ONU cesse son àplatventrisme et qu'il montre un peu plus les crocs pour asseoir son autorité et sa puissance, ce qui inclut aussi d'envisager plus assidûment ses capacités militaires. C'est une analyse qu'Emmanuel Macron, chef de file européen, semble lui aussi avoir compris, et qu'il a raison d'indiquer d'autant plus que le laisser faire peut dégénérer dans d'autres pays qui sont membres de l'ONU une fois que l'Ukraine ferait partie de la Russie, un souhait de Poutine pour reconstruire l'ancien pouvoir de l'empire soviétique. ■

CHRONIQUE

DES GAUCHISTES FANATIQUES

Michel T.

Dans notre ère de contestation généralisée, on a des fanatiques qui se rebellent sous prétexte qu'ils se croient les sauveurs autoproclamés de la planète.

C'est le cas du *Centre Québécois du Droit de l'Environnement* (CQDE). Ce mouvement d'un petit groupe d'individus qui prétend parler au nom des Québécois, veut sauver les sols humides de **l'installation envisagée par la compagnie suédoise *Northvolt*** sur 170 hectares **pour un grand projet en Montérégie**. Ce dernier a pour **objectif de développer des cellules de batteries**, considérées comme l'une des sources d'avenir les plus prometteuses pour améliorer la problématique de réchauffement climatique tout en réduisant les effets de serre.

Le problème est qu'en s'opposant au moindre projet énergétique, on ne fait que décourager des investisseurs, pour ensuite, se plaindre que ces derniers choisissent l'Ontario. D'ailleurs, **il y a eu les mêmes échos alarmistes pour le développement de la Baie James, qui est aujourd'hui l'orgueil des Québécois**. Pour plusieurs, nous devrions rester à la remorque de tout développement des nouvelles technologies, et peu importe si *Northvolt* est reconnue pour son sérieux dans le monde entier !

© villesblg.ca

Cette peur ancestrale de plusieurs Québécois envers le changement et le modernisme ne peut qu'être nuisible pour des hommes d'affaires et des politiciens qui veulent faire prospérer le Québec. C'est le cas du ministre d'économie Pierre Fitzgibbon, que plusieurs pseudo-analystes et commentateurs prennent un malin plaisir à blâmer. Il est temps de tenir tête à ces prophètes de mauvais augures qui font de la contestation à tous vents leur étendard planétaire.

Dans cette optique, il fut rassurant de finalement constater la reprise des travaux après un arrêt momentané causé par une injonction de ces derniers. Fort heureusement, la Cour d'appel n'a pas retenu leurs arguments dérisoires. ■

Le français, une langue qu'on aime!

MOT DU PRÉSIDENT

Ce mois-ci, dans les pages de notre journal, nous avons le plaisir de vous présenter une section spéciale avec les résultats de notre projet de concours de français sous le thème « ***Le français, une langue qu'on aime!*** ». **Fruit de presque un an d'organisation et de labeur, réalisé grâce au soutien du Ministère de la langue française**, ce projet qui nous tenait à cœur consistait à promouvoir et effectuer **un concours de français dans les écoles secondaires de l'arrondissement Ville-Marie**, cette première mouture concernait cette année les étudiants de Secondaire 3 de ces écoles publiques.

Ceux-ci avaient l'opportunité de s'exprimer sur la thématique de la langue française, dans un texte de libre expression, entre 300 et 400 mots. **Il nous fait grand plaisir d'en publier les résultats dans cette édition. La participation a été excellente et enthousiaste**, et il s'est avéré un vent de fraîcheur et un privilège de pouvoir lire les opinions de ces nombreux potentiels journalistes & écrivains en herbe. **En parallèle, nous avons au cours des derniers mois fait paraître une série d'articles** pour illustrer la riche histoire de la Francophonie en Amérique du Nord et dans notre nation québécoise, et pour souligner les écueils qui ont parsemé le parcours de la magnifique langue de Molière, dans une province encerclée d'une mer anglophone tous azimuts.

Nous avons toujours été d'ardents défenseurs de notre belle langue, et **cette idée** que nous avons eu le bonheur de pouvoir mettre en application **nous semblait particulièrement importante dans une ville cosmopolite comme Montréa**l, qui a la particularité d'avoir une perception différente du reste de la Belle Province, de par le nombre beaucoup plus élevé de citoyens anglophones et/ou allophones qui la composent, tous avec des modes de vie et des cultures différentes qui viennent enrichir la diversité de notre écosystème social. Sans oublier notre proximité avec les États-Unis, dont l'influence culturelle et la prépondérance économique se font ressentir partout sur la planète, particulièrement sur les nouvelles générations, et à plus forte raison chez nous, qui en sommes voisins.

Dans cette édition donc, nous vous présentons les trois lauréats-gagnants du concours, avec l'importante précision suivante : **nous publions les textes tels quels, sans les changer ou en corriger les éventuelles fautes d'orthographe ou de grammaire**. D'une part car nous trouvions important de conserver tout le charme et l'authenticité des mots de leurs auteurs, mais également car nous remettrons ces résultats au Ministère la langue française qui pourra s'en servir comme un précieux outil d'analyse pour mieux percevoir l'état de la langue française dans la métropole montréalaise.

Nous croyons par ailleurs que **cette démarche inédite d'Échos Montréal peut aider le gouvernement et le Ministère de l'Éducation** dans la réforme que celui-ci a entamée afin de perfectionner l'apprentissage scolaire, tout en s'assurant d'offrir plus d'effort humain conjugué à une adoption intelligente des nouvelles technologies, afin que l'étudiant ne devienne pas un simple robot programmé par l'intelligence artificielle. Et en terminant, je tiens à souligner que ce projet n'aurait pas été possible sans le support de moult intervenants, à commencer évidemment par l'aide financière du Ministère de la langue française du Québec ; mais également la collaboration précieuse du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) ; des enseignants qui se sont prêtés à l'exercice ; du panel de juges qui se sont tous dévoués avec gentillesse et talent, c'est-à-dire **Georges Coulombe**, **Robert Astell**, notre propre journaliste **Samuel Larochelle**, et la Commissaire à la langue française de la Ville de Montréal **Noémie Dansereau-Lavoie** ; de la propre équipe du journal, dont le responsable Bertin St-Amand, et bien sûr des étudiants eux-mêmes. À souligner que, outre évidemment les trois gagnants, tous les participants recevront un certificat-cadeau, ainsi que les écoles elles-mêmes pour pouvoir acheter du matériel scolaire ou organiser une activité. ***Sur ce, bonne lecture à tous !***

Vincent Di Candido
Président du C.A. – journal **Échos Montréal**

Avec la participation financière et la collaboration
du Ministère de la Langue française

Langue française Québec

Échos Montréal

NOÉMIE DANSEREAU-LAVOIE
COMMISSAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

Je félicite chaleureusement les jeunes participantes et participants à ce concours qui célèbre la richesse de notre belle langue commune.

À chaque jour, vous contribuez par vos mots et votre énergie à faire vivre et rayonner cette langue française qui nous rassemble et nous unit.

En ce mois de la Francophonie, célébrons sa vitalité, laquelle s'incarne dans toute sa pluralité et sa diversité.

Merci au Journal Échos Montréal pour cette formidable initiative, et bon mois de la Francophonie !

Avec la participation financière et la collaboration du Ministère de la Langue française

Langue française Québec

1ER PRIX
EMILY CHAVARRIA MADRIGAL

(ÉCOLE PIERRE-DUPUY)

Depuis longtemps, les langues parlées changent et évoluent. Le latin, une langue très ancienne, est la racine de nombreuses grandes langues. Entre elles, le français. Même si l'anglais est la langue internationale, il est toujours important de préserver le français. Dans ce texte, on touchera deux aspects: L'importance de la préservation de cette langue et les moyens de la conserver.

En premier lieu, il est important de souligner que le Québec est une des seules provinces qui a le français comme langue principale. On est entouré de provinces anglophones, donc c'est déjà un grand accomplissement qu'on a pas perdu notre langue. C'est la langue des personnes qui ont bâti cet endroit et elle mérite d'être parlée. Elle est pleine de beaux mots qu'on ne saurait expliquer dans une autre langue. C'est aussi un changement qui nous diffère des autres et garde en vie le fait que le français fait parti de nos descendants. Une langue est une identité. En la laissant disparaître, on laisse notre identité partir et celle des ancêtres du Québec.

Maintenant, comment garder le français en vie parmi tant d'autres langues? Les jeunes d'aujourd'hui ne voient peut-être pas l'importance dans ça, mais on peut quand même les aider à ne pas perdre cette belle langue. En utilisant les choses qu'ils aiment comme la musique, les jeux-vidéos, les films etc. On peut leur démontrer que le français est une perle ! Après tout, ils sont le futur qui va garder le Québec peuplé. Pour ceux qui aiment l'histoire, on peut leur présenter celle du Québec et ainsi ils veront comment le français s'est développé. Aussi, on devrait arrêter de les condamner pour la façon que le français est parlé entre eux. Si, la beauté originelle de cette langue ne devrait pas être perdue, mais il faut comprendre qu'il y a pleins d'origines différentes pami les jeunes et celles-ci vont se présenter dans leurs manières de parler. Au lieu de les maudir, corrigeons-les !

Bref, tout ça pour dire que le français est important car il est la langue des ancêtres du Québec et aidons les jeunes à le garder vivant !

2E PRIX

IHHADIM MOUSTAPHA FALL

(ÉCOLE PIERRE-DUPUY)

Le français n'est pas qu'une langue, il est un art de vivre, une façon de s'exprimer et chanceuses sont les personnes qui parlent la langue française. Le français est une des choses que je chérs le plus au monde et ça me ferais le plus immense des plaisirs de le transmettre à qui que ce soit. Cette langue est une partie plus qu'importante de notre culture et nous ne serions pas si ce n'était pour le français. La langue française nous définit, nous les franco-Canadiens et nous sommes plus qu'heureux de la représenter. Nous nous exprimons en français, pensons en français et rêvons en français et ce, à tout jamais. La langue de Molière est un trésor que nous chérissons et chérirons. Il fait parti du patrimoine français et persiste grâce aux gens comme nous, qui nous dédions au français.

Cette langue est sans fin et ne cessera de nous surprendre. Décrite comme le language de l'amour, le français nous réunis tous autant que nous sommes. Le français est la cinquième langue la plus parlée au monde entier, avec environ deux cent quatre-vingt million de personnes qui parlent français, dispersés partout dans le monde. Et ce nombre ne fait que croître. Le nombre de personnes parlant le français augmente de jour en jour. Car le français est une langue intrigante qui séduit de plus en plus de personnes chaque jour.

J'aime le français car c'est la langue avec laquelle j'ai grandis. Je communique, j'écris et je m'exprime en français tous les jours depuis que je le parle couramment. Et je n'échangerais le privilège de parler français pour rien au monde. Je continuerai à jamais d'apprécier le français et de partager ma culture avec tout le monde.

3E PRIX

LAURE-MASHA PETION

(ÉCOLE PIERRE-DUPUY)

C'est cette langue qui nous distingue des autres. Elle nous rend unique. Pourquoi faut-il préserver notre chère langue, le français. Dans ce texte, nous allons aborder les deux aspects suivants: l'identité sociale et l'extinction de la langue.

Premièrement, la langue française est importante, car elle nous permet de garder notre identité auprès des autres provinces. Par exemples, au Canada il y a 10 provinces et seulement l'une d'entre elles parle une langue différente. Le Québec. Grâce à notre langue nous pouvons être reconnus plus facilement. Il faut aussi la préserver car c'est une partie de nous.

Deuxièmement, si notre langue disparaît, une partie de nous disparaît aussi. En tant que Québécois il faut la préserver, car elle fait partie de notre identité. L'enlever serait comme se trahir. Nous savons tous qu'au Québec, notre langue est l'une des choses les plus importantes. Il y a des siècles, nos ancêtres se sont battuts contre les Anglais pour ne pas adopter leur langue et leur culture. Si, malheureusement, notre langue officielle deviendrait l'anglais cela serait comme si nous nous étions jamais battuts pour notre province. Même à ce jour, l'anglais commence à devenir de plus en plus populaire. Mais nous faisons tout pour préserver notre chère langue. Bref, en tant que Québécois notre devoir est de protéger notre langue jusqu'au bout.

Finalement, il faut préserver le français car elle nous sert d'identité sociale et elle fait partie de nous. Elle est encrée en nous. En fait, la langue française, est comme une bousole: elle nous sert de guide et grâce à elle nous pouvons aller partout.

N.D.L.R: Nous avons à plusieurs reprises sollicité la mairesse de Montréal pour qu'elle participe à ce projet consultatif inédit de concours de langue française, en plein cœur de Montréal, dans les écoles sur son territoire de l'arrondissement Ville-Marie – dont elle est de facto aussi mairesse -, en lui proposant d 'écrire un mot pour féliciter les élèves participants et les trois gagnants.

Mais comme il est maintenant usuel avec madame la cheffe de cette dysfonctionnelle administration montréalaise, ce fut sans succès, le bureau de la mairesse n'ayant même pas eu la courtoisie de répondre. C'est d'autant plus incompréhensible alors que nous sommes, par surcroît, en plein Mois de la Francophonie à travers le Canada et à Montréal, alors que Valérie Plante tente de clamer sur tous les toits à quel point elle considère comme importantes la langue et la culture francophones.

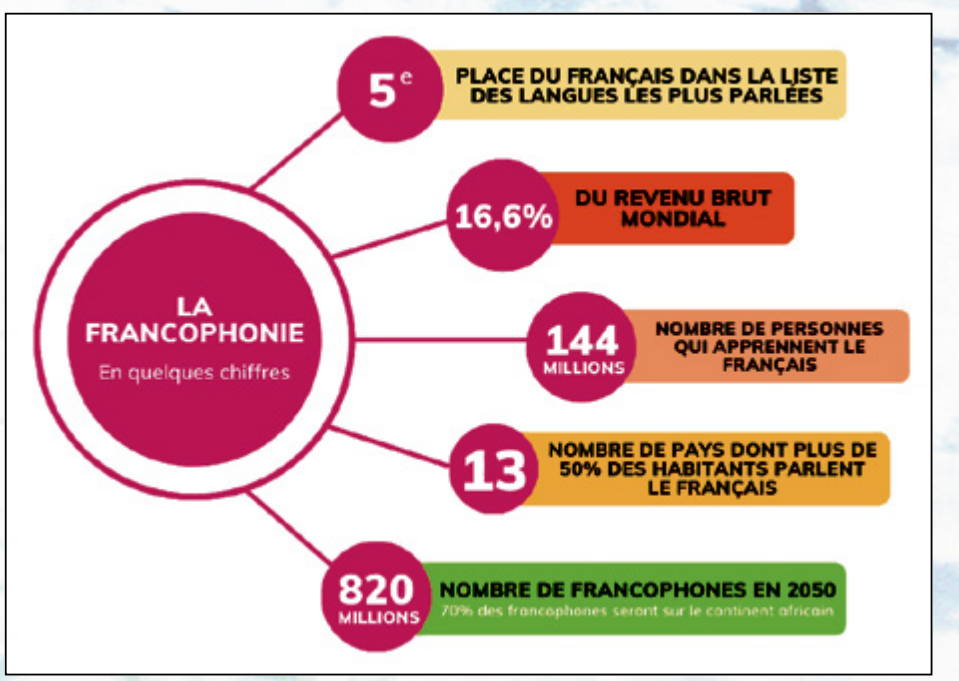
Il semblerait que madame la mairesse n'apprécie pas les critiques sévères de notre journal envers son administration et l'état déplorable des rues de la métropole. Pour un peu, on se croirait retourné au temps de l'administration Gérald Tremblay, où l'intimidation et la rétention publicitaire étaient monnaie courante, comme lorsque nous avons écrit au sujet de la « Saga des compteurs d'eau », ou encore sur le scandale massif « des enveloppes brunes », et sur la collusion et le copinage entre le domaine de la construction et plusieurs élus municipaux. Outre les poursuites-bâillons de plusieurs millions $ à l'époque, nous avions également été purement et simplement boycottés dans les communications publicitaires et rédactionnelles de la ville.

LA FRANCOPHONIE EN QUELQUES MOTS

La ***Journée internationale de la Francophonie*** met à l'honneur, le 20 mars prochain, la langue et la culture francophones : l'occasion d'en apprendre un peu plus sur la Francophonie.

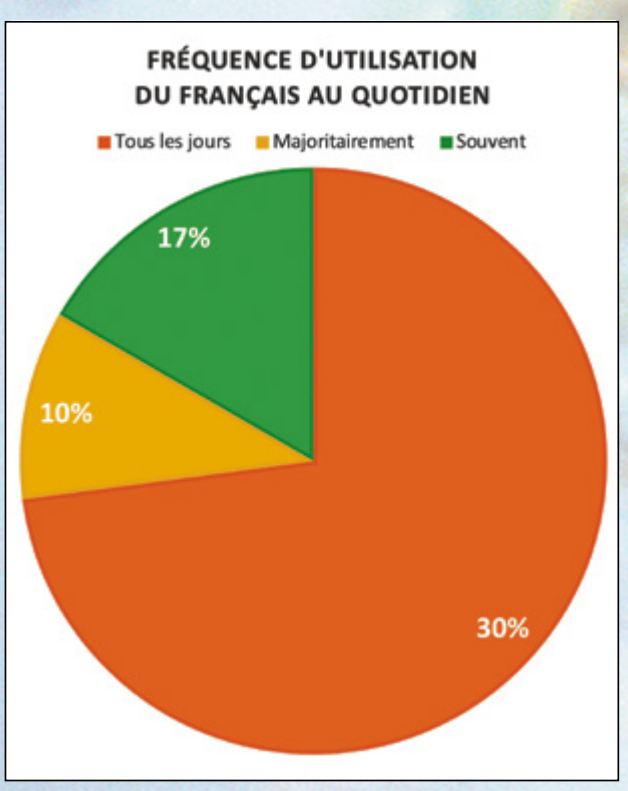
En 1880, dans son ouvrage *France, Algérie et colonies*, le géographe français Onésime Reclus cite pour la première fois la « francophonie ». Ce terme lui vient du constat géolinguistique selon lequel il existe de nombreux parlants français en dehors de l'Hexagone. Ainsi, à son origine, la Francophonie est purement linguistique. Elle désigne l'ensemble des populations parlant le français.

Cette définition a connu un renouveau dans les années 1960. Léopold Sédar Senghor, Hamani Diori, Habib Bourguiba et Norodom Sihanouk ont impulsé une Francophonie politique et multilatérale. Elle regroupe **88 États et gouvernements** qui mettent en œuvre, sous la coupe de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), des actions de coopérations interétatiques au service de la paix, de la solidarité et du développement durable. Ce projet multilatéral de pays membres ayant le français en partage témoigne au monde, de la diversité et de la richesse des différentes cultures francophones. En effet, l'Observatoire de la langue française (OLF) compte **321 millions de francophones sur les 5 continents** dans son rapport de 2022 intitulé « la langue française dans le monde ».



MICRO-TROTTOIR – LE POIDS DE LA LANGUE FRANÇAISE POUR DES ÉTUDIANTS MONTRÉALAIS

Ce sondage n'a pas la prétention d'avoir la rigueur attribuée à des maisons de sondage, mais il indique une certaine tendance de la nouvelle génération, particulièrement dans la région métropolitaine.

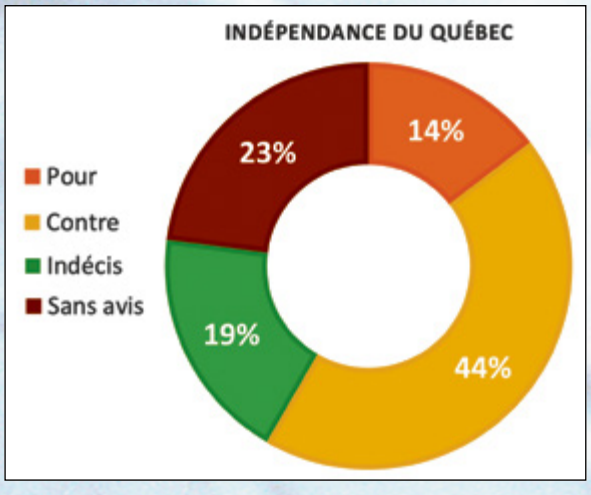


Montréal, le 28 février 2024 – Sept étudiants montréalais sur 10 portent une grande importance à l'utilisation du français dans leur quotidiens.

Parmi les répondants à un sondage sur la fréquence d'utilisation du français dans leur quotidien mené par deux des journalistes d'Échos Montréal auprès d'une cinquantaine de personnes de 19 à 35 ans à l'Université de Montréal, 73 % des interviewés affirment utiliser le français à « tous les jours », contre 17 % qui le parlent souvent. Plusieurs explications s'en dégagent. En dehors de l'attachement à ce que nombreux ont qualifié de « belle et grande langue », le français se caractérise comme principal moyen de communication des participants. Pour ceux qui n'utilisent pas le français à tous les jours, c'est au travail et à l'université qu'il leur est indispensable. En dehors de ces horaires, ils disent jaser dans leur langue maternelle ou en anglais. « Le bilinguisme est une richesse » fait remarquer Félix, étudiant en médecine.

L'INDÉPENDANCE DU QUÉBEC : UN VIEUX DÉBAT TOUJOURS D'ACTUALITÉ

Un constat unanime se dresse de ce sondage : tous s'accordent pour dire qu'il est important de conserver et défendre les particularités de la langue de Molière. Pourtant, cet argument qui est l'un des plus avancés du Parti Québécois pour l'indépendance du Québec n'est pas toujours partagé. Plus de 40 % des étudiants interrogés sont contre le détachement de la province du Canada. La situation économique et politique du Québec fait craindre la plupart d'entre eux. De plus, nombreux se posent la question de la représentation et position à l'international du Québec. Quel poids ferait-il ? Quelle crédibilité arborerait-il aux côtés du Canada ? Quelques-uns ont même signalé leurs inquiétudes quant aux relations futures qu'entretiendraient le Québec et le Canada.



Pour Louna, étudiante en sociologie, « une relation amicale » promise entre les deux entités serait une condition concluante pour faire basculer son vote en faveur de l'indépendance de la Belle Province. Ce scrutin positif, souvent porté par le fait que la culture, l'histoire, la langue et le vivre-ensemble du Québec est bien différent du reste du Canada.

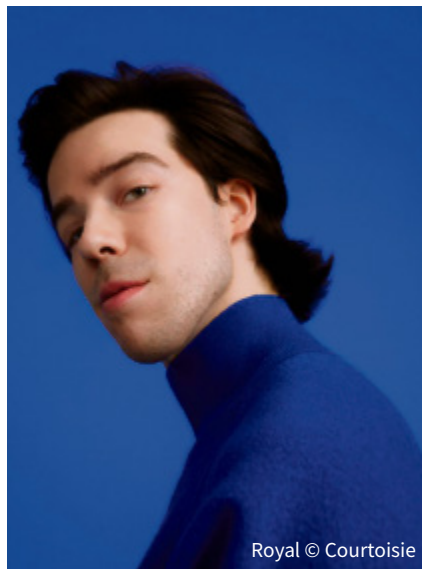
Presque la moitié des participants s'est montrée indifférente ou sans avis sur la question. La plupart ne se sentent pas assez informés pour prendre une position radicale quant à ce vieux débat. Un bon nombre des étudiants immigrants ne pensent pas avoir leur mot à dire sur cette problématique qu'ils n'estiment pas la leur. Quelques-uns se sont osés au « contre » en raison des frontières qu'engendrerait une indépendance concernant leur mobilité. ■

LA CULTURE PLONGE TÊTE PREMIÈRE DANS LA SAISON PRINTANIÈRE

Samuel Larochelle

Même si la température nous donne de plus en plus de raisons de passer du temps dehors, le milieu culturel continue de présenter à la population d'innombrables raisons de se réunir entre ses murs. Voici quelques incontournables du prochain mois.

L'offre théâtrale de la métropole sera aussi variée que réjouissante au cours des prochaines semaines. Parlons d'abord de l'adaptation dramaturgique de ***Royal*** (**Duceppe**, *10 avril au 11 mai*), le roman de Jean-Philippe Baril-Guérard qui disséquait sans retenue l'univers des études en droit, son extrême compétitivité, la fameuse course aux stages dans les grands cabinets, les horreurs que les étudiants sont prêts à dire ou à faire pour nuire à leurs collègues, les substances qu'ils consomment pour améliorer leurs performances et les murs dans lesquels plusieurs d'entre eux vont foncer. On a très hâte d'entendre la plume explosive de l'auteur dans cette pièce dirigée par Jean-Simon Traversy et Virginie Brunelle.



Royal © Courtoisie

Le **Théâtre Denise-Pelletier**, qui fête son soixantième anniversaire cette année, continue de prendre des chemins parsemés d'audace, alors que le brillant duo formé par Mélodie Noël-Rousseau et Geneviève Labelle, qui nous avaient donné les mémorables spectacles *Rock Bière le documentaire et Ciseaux* à l'Espace Libre, revient à l'assaut avec ***Explosion*** (*19 mars au 6 avril*, **salle Fred-Barry**). Accompagné et dirigé dans la création par Josianne Dulong-Savignac, le tandem explore les rapports de force et les violences systémiques au sein du monde du travail et dans la société.

Explosion © Courtoisie

Impossible de passer sous silence le retour au théâtre du grand Marc Messier, alors que celui qui a fait le tour du Québec un million de fois avec le grand classique *Broue*, propose cette fois au grand public la pièce ***Le père*** (*19 mars au 13 avril*, **TNM**) : une farce tragique de Florian Zeller sur la perte de mémoire d'un homme dont les repères et les perceptions se perdent un à un dans le labyrinthe que devient son esprit. Aux côtés de Messier, on retrouve Catherine Trudeau, Fayolle Jean Jr, Noémie O'Farrell, Sofia Blondin et Adrien Bletton, qui sont dirigés par Édith Patenaude.

Nederlands Dans Theater © Courtoisie

Du côté de la danse, on remarque tout spécialement la venue de ***Nederlands Dans Theater*** (*20 au 23 mars*, **Théâtre Maisonneuve**), alors que la célèbre compagnie souligne son 65e anniversaire cette année. Le public montréalais, habitué d'acclamer la troupe néerlandaise, aura droit à un triptyque dansé par 27 interprètes de haut calibre, alors que ces derniers danseront les mouvements imaginés par William Forsythe, le duo de Sharon Eyal et Gai Behar, ainsi que la paire formée par Imre et Marne van Opstal.

Quelques semaines plus tard, les **Grands Ballets canadiens de Montréal** donneront un grand coup avec un programme double mettant en lumière le classique ***Carmina Burana*** d'Edward Clug et ***Jeunehomme*** d'Uwe Scholz, avec la présence imposante et fascinante de l'orchestre et du chœur (*13 au 20 avril*, **Salle Wilfrid-Pelletier**).

À l'occasion du ***10e anniversaire du grand orgue Pierre-Béique***, **l'Orchestre symphonique de Montréal** (OSM) propose aux mélomanes et aux néophytes une incursion dans l'univers de cet instrument unique. Non seulement pourront-ils assister à quatre concerts mettant de l'avant le son de l'orgue fêté, mais ils pourront aussi participer à de nombreuses activités, les *23 et 24 mars*, dont la fabrication d'un petit orgue.

Grand orgue Pierre-Béique © Courtoisie

En terminant, soulignons la soirée symphonique consacrée à la musique du hérisson bleu le plus connu de l'histoire, ***Sonic*** (*24 mars*, **Salle Wilfrid-Pelletier**), la première montréalaise du tout nouveau spectacle de la brillante humoriste Katherine Levac, ***L'homme de ma vie*** (*27 mars*, **Théâtre Maisonneuve**) et l'hommage symphonique au répertoire du groupe ***Queen*** (*28 et 29 mars*, **Salle Wilfrid-Pelletier**). ■

PORTRAIT DE JENNIFER MACCARONE

Eva Cadas & Jean Corrieras-Mur

Jennifer Maccarone, député pour la circonscription Westmount-Saint Louis nous accueille chaleureusement dans son bureau, rue Sainte Catherine. Elle va bien et aime recevoir du monde « chez vous ». Derrière son bureau en angle trônent trois drapeaux : le canadien, le québécois et celui de la communauté LGBTQ+, dont elle fait partie.

On l'interroge : Mme Maccarone, vous êtes mère de deux enfants autistes et députée de l'une des circonscriptions les plus compliquées du Québec. Comment avez-vous trouvé le temps de nous rencontrer ?

C'est un temps que je réserve pour ma circonscription. C'est intense, mais j'y tiens. **Afin de concilier mes deux vies, j'aime que mes enfants passent du temps ici [au bureau]**, pour faire leurs devoirs ou se relaxer. Ainsi, ils comprennent pourquoi ils doivent partager leur mère les trois quarts du temps. Malgré mes efforts, je ne réussis pas à trouver un équilibre entre ma vie de famille et l'Assemblée. J'essaye de me réserver une demi-journée par semaine où j'éteins le téléphone et je ne regarde pas les nouvelles. C'est un sacrifice et un honneur à la fois. Il est important de montrer que des femmes comme moi peuvent porter leur voix à l'Assemblée.

Quelles sont vos priorités quant à votre circonscription ?

Un de nos premiers dossiers prioritaires : nous avons zéro école publique primaire ou secondaire au centre-ville. Les enfants doivent embarquer sur un autobus pour minimum une heure pour se rendre à l'école. Ça n'est pas normal. Evidemment, la crise de logement nous affecte fondamentalement ici. **Ensuite, on a le plus haut niveau d'itinérance de la province du Québec :** 50 % de l'itinérance, c'est chez nous. Il faudrait faire un accompagnement social de ces personnes. J'ajouterais qu'il **faut travailler pour attirer des commerces et le milieu d'affaires pour qu'ils arrêtent de nous quitter**. [Le même travail pour attirer les électeurs]. À Westmount-Saint Louis, on a le deuxième plus bas niveau de participation aux élections après Ungava. J'essaie d'informer la population à aller voter peu importe la formation politique. **Les gens ne savent pas tous que leur vote compte pour 1,97 $ pour le parti**. Le vote n'est jamais perdu.

Avez-vous ressenti une différence avant et après pandémie ?

100 %. Beaucoup moins de monde. **C'est plus fragile économiquement**. On voit des fermetures de boutiques, d'entreprises et de restaurants. Avant la pandémie, on avait un centre-ville qui était quand même robuste. On avait beaucoup de gens qui œuvraient, qui circulaient. Là, j'ai vraiment vu une grosse différence.

Vous avez dit dans l'annonce de votre programme de bourse d'études « croire sincèrement que c'est en investissant dans les étudiants que le Québec investit dans son avenir », est-ce que vous avez un message à leurs confier ?

J'espère qu'ils vont s'inspirer et s'impliquer au niveau politique. **La bourse de la députée de Westmount-Saint Louis existe parce que l'éducation est la clé de tout**. Il faut être éduqué pour savoir qui nous sommes, mais aussi pour savoir ce qu'il se passe. Je leur demande de ne pas lâcher prise et de persévérer parce qu'aujourd'hui, c'est difficile d'être jeune dans ce monde complexe.

La politique peut être intéressante voire excitante même. J'ai envie de dire aux jeunes que leur voix compte. « Sois la représentation du changement que tu souhaites voir toi-même ». Pour le faire, il faut faire un premier pas et c'est celui que j'essaie d'encourager. J'aurais voulu que quelqu'un m'en parle dans mon temps.

Pour l'entrevue complète, visitez notre site Internet : echosmontreal.com. ■

MAISON INTELLIGENTE : ADAPTÉE POUR HUIT JEUNES AYANT UNE DÉFICIENCE INTELLECTUELLE OU UN TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME

Les gouvernements du Canada et du Québec, la Ville de Montréal et la ***Fondation des Petits Rois*** ont inauguré **la Maison intelligente**, un lieu unique qui pourra accueillir huit jeunes ayant une déficience intellectuelle avec ou sans trouble du spectre de l'autisme, à Montréal.

Le concept de maison connectée est unique au Canada. Il vise à faciliter le quotidien des personnes qui présentent une déficience intellectuelle avec ou sans trouble du spectre de l'autisme, en leur offrant un environnement qui leur permettra de s'épanouir en toute sécurité et d'apprendre en continu, tout en favorisant leur estime de soi et leur autonomie.

Plus précisément, l'environnement proposé par la Maison intelligente vise à soutenir les personnes dans l'accomplissement de leurs tâches quotidiennes. Par exemple, **des écrans d'apprentissage situés un peu partout dans la maison permettront d'accompagner les jeunes** dans la réalisation de recettes de cuisine, le lavage de leurs vêtements ou le port d'habits adaptés à la température extérieure. **Par ailleurs**, des ateliers de jardinage, de danse et d'art-thérapie, de musicothérapie, de cuisine ou de boxe seront également offerts afin de faciliter le maintien de leurs acquis et leur intégration dans la communauté. Des chercheurs universitaires québécois ont contribué au projet, qui va permettre de développer des connaissances en la matière.

Ce projet réalisé au coût de 6,7 M $ a vu le jour entre autres grâce à l'appui des gouvernements du Canada et du Québec et de la Ville de Montréal. Le soutien du gouvernement du Canada, de l'ordre de 2,2 M $, a été attribué dans le cadre de l'Entente Canada-Québec de *l'Initiative pour la création rapide de logements (ICRL)*. Le gouvernement du Québec a, pour sa part, accordé plus de 2 M $ au projet, notamment par le biais d'une subvention du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. La Société d'habitation du Québec allouera de plus un supplément au loyer aux résidentes et aux résidents, ce qui leur permettra de débourser 25 % de leurs revenus pour se loger. **Un soutien sera également offert à la Fondation des Petits Rois pour embaucher des intervenants psychosociaux** qui offriront un encadrement.

« La Maison intelligente de la Fondation des Petits Rois, c'est une solution concrète à des problèmes complexes. Ce projet exceptionnel va améliorer le quotidien de huit jeunes Montréalaises et Montréalais, en leur offrant un milieu de vie connecté, adapté et encadré. Dans le contexte de la crise du logement, la mobilisation du milieu communautaire et des différents ordres de gouvernement doit se poursuivre pour reproduire ce type de projets partout à Montréal. Je tiens à remercier la Fondation Les Petits Rois pour cette réalisation qui permettra à ces jeunes de renforcer leur estime de soi. » - **Valérie Plante, mairesse de la Ville de Montréal**.

SOURCE Ville de Montréal - Cabinet de la mairesse et du comité exécutif. ■

Échos Immo

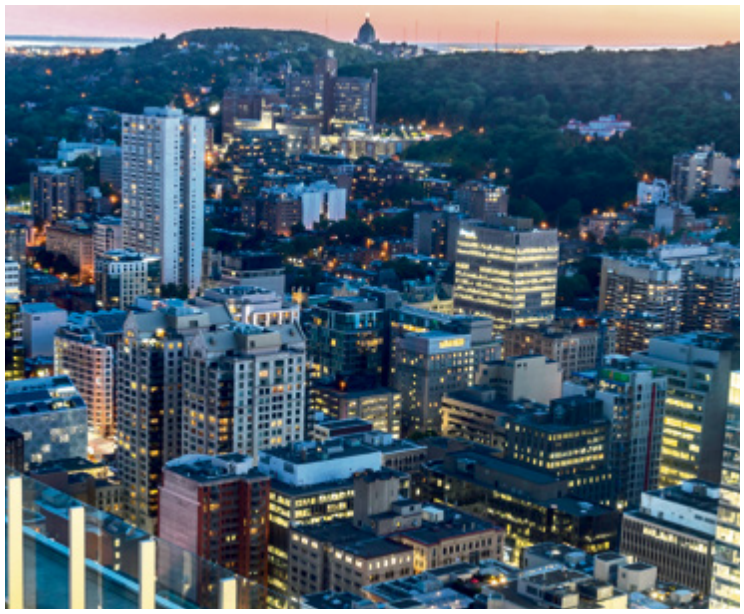
LE MARCHÉ IMMOBILIER ET LES ACHETEURS ÉTRANGERS

Michèle Bouchard

Elodie Bouchard

Collaboration spéciale

En janvier 2023, **une nouvelle loi canadienne est entrée en vigueur, interdisant l'achat de propriétés résidentielles par les étrangers**. Ces acheteurs peuvent toujours effectuer des transactions sur des biens commerciaux, mais les maisons, condos et multiplex de trois logements ou moins ne leur sont plus accessibles. L'objectif de cette loi était de fournir un outil supplémentaire, en plus du contrôle des taux d'intérêt, pour stabiliser voire réduire les prix des propriétés au Canada. **À long terme, cela visait à résoudre le problème d'accessibilité au logement pour la population canadienne**. Il convient de noter que plusieurs exceptions s'appliquent, bien qu'elles ne soient pas détaillées ici.



Sur le terrain, nous avons observé plusieurs tendances avant et après l'entrée en vigueur de cette loi. Tout d'abord, **de nombreux vendeurs ont adopté une stratégie en fixant des prix élevés pour leurs propriétés** quelques mois avant janvier 2023. Ils pensaient ainsi attirer une ruée d'acheteurs étrangers désireux d'acquérir une propriété juste avant l'interdiction. Cependant, il était important de souligner à nos vendeurs que la plupart des acheteurs étrangers n'étaient pas au courant de l'imminence de cette interdiction. À moins d'avoir déjà entamé des démarches, ils ne représentaient qu'un aspect de l'équation, la demande n'étant pas consciente de cette opportunité. Ainsi, ces vendeurs ont été déçus par le manque d'offres.

Début 2023, nous avons commencé à recevoir des appels de personnes extérieures intéressées par des visites ou des offres. Dans un contexte où la xénophobie et le racisme systémique sont préoccupants, la position des courtiers est devenue délicate. Il était difficile de distinguer ceux qui possédaient la résidence canadienne ou la citoyenneté, ce qui nécessitait souvent de poser des questions. Cependant, même lorsque ces questions étaient posées à tous, certains pouvaient se sentir offensés. C'était un défi supplémentaire découlant de la nouvelle loi.

En outre, de nombreux clients nous ont demandé comment contourner la loi. Cependant, non seulement cela est illégal avec des sanctions sévères, mais **cela compromettrait également notre réputation et notre permis professionnel, donc il en était hors de question**. Malgré cela, ces demandes étaient fréquentes.

Tout au long de l'année, les prix immobiliers se sont stabilisés et le nombre de transactions a chuté. Cependant, il est difficile de dire si les propriétés sont réellement devenues plus abordables. **Il est important de comprendre que les acheteurs étrangers se concentrent principalement sur certains marchés** tels que le Centre-ville, Griffintown ou le Vieux-Montréal, qui ne sont pas nécessairement ceux recherchés par une famille typique de 4 qui veut un jardin et qui va probablement acheter à Laval ou à Terrebonne. Il est certain que oui, ça a un impact quand même puisque, si le nombre de condos diminue dans le Centre-ville, les jeunes professionnels, qui eux veulent ce type de bien, iront peut-être s'établir ailleurs et avec le temps, le nombre de logements disponibles diminue puisqu'il y a une plus grande demande. **De plus, les étrangers ont un pouvoir d'achat**

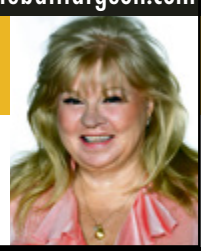
ANNONCER, C'EST EFFICACE !

Nous sommes le seul Journal de quartier(s) au Cœur de Montréal rejoignant par Papier & Internet près de 100 000 Lecteurs avec 300 présentoirs et une présence supplémentaire via 52 000 copies porte-à-porte (150 000 Lecteurs additionnels) avec la circulaire RADDAR, en plus d'un partennariat avec la Radio CIBL 101.5.

Nous offrons depuis 31 ans des articles pertinents locaux et nationaux qui nous ont permis d'obtenir de nombreux prix, dont DISTRIBUTION et EFFICACITÉ PUBLICITAIRE, et un service de grande qualité.

514-844-2133
publicite@echosmontreal.com

carolebaillargeon.com
Century 21 IMMO-PLUS
MAÎTRE VENDEUR 2023
CAROLE BAILLARGEON
Courtier immobilier agréé
514-912-5343
ÉVALUATION GRATUITE



VOIR P. 19

Un journal communautaire distribué gratuitement comme **Échos Montréal** ne pourrait pas fonctionner sans le support de précieux partenaires, pour sa mission de diffusion d'information citoyenne. Nous tenons à remercier le **Gouvernement du Canada** et le **Gouvernement du Québec** pour leur aide financière (subvention).

Financé par le gouvernement du Canada | Canada

Participation financière du ministère de la Culture et des Communications

supérieur aux Canadiens. Le dollar américain ou l'euro achète plus ici qu'à la maison, il est certain. Il reste à voir si la baisse de prix anticipée se matérialisera pour le désarroi des vendeurs.

Je vous partage ce résumé, car l**a loi vient d'être prolongée encore pour 2 ans supplémentaires**. La loi initiale devait durer jusqu'en décembre 2024, mais le gouvernement a décidé de prolonger jusqu'en décembre 2026. **Notre équipe sera à l'affût pour voir si cela continuera de faire baisser les prix**. Il est certain que ça aura un impact sur le marché immobilier du Vieux-Montréal. Il faudra donc s'ajuster en conséquence. Et le moment fatidique sera en janvier 2027, car tous les courtiers qui ont des acheteurs étrangers en attente se feront un plaisir de les contacter dès que la loi sera levée. De quoi aura l'air le marché à ce moment-là, nul ne sait. ■

Contact : mbouchard.ca
mbouchard@sutton.com • ebouchardimmo@gmail.com

BRÈVES IMMOBILIÈRES

LOGEMENT SOCIAL ET ABORDABLE - MONTRÉAL INVESTIT 6,6 M$ POUR SOUTENIR LA CONSTRUCTION DE 90 NOUVEAUX LOGEMENTS POUR FEMMES EN DIFFICULTÉ

Dans un communiqué de presse datant du 14 février 2024, la Ville de Montréal a annoncé **un nouveau financement pour la construction de 2 immeubles sociaux au Centre-ville** dans le cadre du *Programme d'habitation abordable Québec* (PHAQ) de la Société d'habitation du Québec (SHQ). Ce sont **les organismes *Habitations Liber'Elles* et *Logifem*** qui vont bénéficier à hauteur de 40 % de cette enveloppe, ce qui se traduit respectivement, par des montants de 4,1 M $ et 2,5 M $. En retour, les structures assurent un prix abordable pour leurs locataires et ce, sur 35 ans. En effet, l'objectif premier est de garantir «une meilleure qualité de vie à ces 90 femmes et leurs enfants» souligne Despina Souri as, conseillère associée à l'habitation, à la salubrité et à la protection du parc de logements locatifs au comité exécutif de la Ville de Montréal.

Rappelons que déjà en 2006, à la lumière de l'Avis du Conseil des Montréalaises «*Les femmes et le logement à Montréal*», les Montréalaises connaissaient plus de difficultés à trouver et conserver un logement salubre que les Montréalais. La pandémie de Covid-19 a exacerbé leur situation précaire.

Benoit Dorais, vice-président du comité exécutif, responsable de l'habitation, de la stratégie immobilière, de l'évaluation foncière et des affaires juridiques de la Ville de Montréal, se réjouit de ce projet de financement : « [...] La construction de nouvelles unités d'habitation est une réponse concrète au problème complexe de la crise du logement. J'ai bien hâte que ces projets voient le jour pour qu'ils apportent un soulagement aux femmes en difficulté et à leurs enfants, qui cherchent à se loger sans se ruiner ». ■

AGIR POUR ATTÉNUER LA CRISE DU LOGEMENT

Votre gouvernement continue ses efforts pour augmenter l'offre de logements, grâce à la nouvelle ***Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière d'habitation***.

Une meilleure protection contre les évictions et les hausses de loyer abusives

- Demander aux propriétaires de prouver leur bonne foi si un locataire refuse une éviction.
- Exiger plus de transparence aux propriétaires pour contrer les hausses abusives de loyers.

Une cession de bail plus flexible

- En cas de refus d'un propriétaire de consentir à la cession de bail, le locataire serait libéré de ses obligations.
- Prévoir qu'un locataire ne peut faire de cession de bail ou de sous-location à profit.

Des mesures fortes pour augmenter l'offre de logements

- Accorder plus de pouvoir aux municipalités et à la Société d'habitation du Québec pour accélérer la construction.
- Faciliter l'accès à des logements étudiants.

Parce que :

- Tous les Québécois et Québécoises doivent avoir un logement adapté à leurs besoins.
- C'est important que tous les locateurs et locataires connaissent leurs droits et leurs obligations.

Québec.ca/tribunal-administratif-logement
tal.quebec

Votre gouvernement
Québec

AVIS PUBLIC

Ministère de la Culture et des Communications

AVIS DE CLASSEMENT D'UN BIEN PATRIMONIAL
MAISON JAMES-EDWARD-MAJOR (MONTRÉAL)

Le ministre de la Culture et des Communications, M. MATHIEU LACOMBE, donne avis :

QU'en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la *Loi sur le patrimoine culturel*, il classe ce bien comme immeuble patrimonial :

La maison James-Edward-Major, sise au 1221, rue Guy, dans la ville de Montréal, ainsi que son terrain connu et désigné comme étant le lot UN MILLION SOIXANTE-SIX MILLE CENT SOIXANTE-QUATORZE (1 066 174) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal;

La protection vise l'extérieur du corps principal de la maison et les pièces intérieures que sont le bureau, le salon ainsi que le hall et son escalier, excluant tous les autres intérieurs de même que les deux annexes du corps principal construites en 1910 et en 1957;

QUE ce geste repose sur les motifs suivants :

La maison James-Edward-Major présente un intérêt patrimonial pour sa valeur historique. Cette résidence est construite en 1859 pour James Edward Major, un immigrant irlandais établi à Montréal qui connaît un succès professionnel à titre d'inspecteur de potasse pour le gouvernement. À partir de 1845, Major fait l'acquisition de plusieurs lots contigus dans ce secteur alors rural, bien que près de la ville. Il y fait ensuite ériger cette résidence familiale de campagne, nommée à l'époque « Erin Cottage ». Le bâtiment témoigne ainsi du développement par la petite bourgeoisie d'un quartier suburbain de Montréal au cours de la seconde moitié du XIXe siècle. À partir de 1890, la résidence accueille le Church Home, fondé en 1855 par Mary Drummond Fulford, épouse du premier évêque anglican de Montréal. Cette société est initialement destinée à l'hébergement de femmes célibataires immigrées d'Angleterre, d'enseignantes et de gouvernantes. Au fil du temps, sa mission évolue vers l'accueil de femmes âgées autonomes ou en perte d'autonomie et est maintenue avec le soutien de la communauté anglophone et du diocèse anglican jusqu'en 2021. La maison a ainsi été occupée par une œuvre caritative pendant près de 130 ans;

La maison James-Edward-Major présente également un intérêt patrimonial pour sa valeur architecturale. Cette demeure bourgeoise est érigée d'après les plans de l'architecte Thomas Seaton Scott. Originaire d'Angleterre et installé à Montréal, ce dernier est notamment connu pour avoir réalisé des églises anglicanes, des résidences suburbaines ainsi que plusieurs bâtiments importants pour la Compagnie du Grand Tronc de chemin de fer du Canada. En 1871, Scott devient l'architecte en chef du ministère des Travaux publics du dominion. La maison James-Edward-Major est l'une des rares résidences encore subsistantes conçues par cet architecte. Elle est notamment caractérisée par sa toiture en fausse mansarde recouverte d'ardoise et son imposante galerie. Celle-ci est supportée par de grandes consoles et des piliers ouvragés en bois, évoquant l'architecture pittoresque qui marque par ailleurs les gares ferroviaires conçues par Thomas Seaton Scott. L'implantation de la maison en retrait de la voie publique et la clôture en fer forgé qui borde la propriété en façade sont caractéristiques des résidences bourgeoises érigées en milieu urbain. Malgré le changement d'usage de la maison, l'intérieur de celle-ci conserve aussi des éléments d'intérêt. Le hall, le salon et le bureau sont des espaces représentatifs des intérieurs de résidences bourgeoises de la seconde moitié du XIXe siècle. Ils occupent la partie avant du rez-de-chaussée, réservée aux pièces d'apparat, et comprennent plusieurs éléments décoratifs et architecturaux, dont des lambris à caissons, deux manteaux de cheminée en marbre blanc ainsi qu'un escalier à balustres;

Le ministre de la Culture et des Communications donne également avis :

QUE ce bien appartient aux catégories suivantes :
- catégorie 1 : Extérieur exceptionnel;
- catégorie 4 : Intérieur exceptionnel;
- catégorie 9 : Terrain notable;

QUE la connaissance, la protection, la mise en valeur et la transmission aux générations futures de ce bien patrimonial sont d'intérêt public;

QUE ce classement prend effet à compter du 25 août 2022, date à laquelle l'avis d'intention de procéder au classement du bien a été transmis;

QUE ce bien sera inscrit au Registre du patrimoine culturel du Québec.

Fait à Québec, ce 15 février 2024.

Le ministre,
MATHIEU LACOMBE

Québec

LE RÊVE DE LA PROPRIÉTÉ POUR LES JEUNES QUÉBÉCOIS DE PLUS EN PLUS LOINTAIN

Jean Corrieras-Mur

Comme le démontre le recensement de l'immobilier *publié par l'Institut de la Statistique de Québec*, **de moins en moins de jeunes achètent des biens fonciers dans la Belle Province. Plusieurs facteurs**, comme l'inflation, la hausse des taux directeurs ou la conjoncture économique **rendent l'achat** d'une maison pour les jeunes québécois **difficile, voire impossible**.

« Si les jeunes n'achètent pas, c'est parce que ça coûte beaucoup plus cher qu'avant » - Jean-Phillipe Meloche

Les prix du foncier ont flambé ces dernières années, en particulier depuis 2015. Cela s'explique, selon **Jean-Phillipe Meloche, professeur à l'École d'Urbanisme et d'Architecture de Paysage**, par le fait qu'il y a trop de demande et pas assez d'offre. Il argumente que les jeunes, sont de ce fait handicapés dans leur course pour devenir propriétaires. Des actifs qui il y a 20 ou 30 ans étaient abordables, sont devenus aujourd'hui des biens de luxe. D'autant plus que pendant longtemps, l'offre ne s'est pas renouvelée et les taux d'intérêts demeuraient bas, ce qui poussait les acheteurs potentiels à surenchérir sur le prix des propriétés les plus prisées. Pour confirmer ces dires, **Elodie Bouchard, courtière dans le Vieux-Montréal**, précise que c'est aussi à cause des vendeurs. Ceux-ci ne se rendent pas compte que le marché a changé depuis la fin du covid et refusent de vendre moins cher que leurs voisins. « Ils sont têtus » explique-t-elle.

Depuis la fin de la pandémie et avec les augmentations successives des taux directeurs, le marché de l'immobilier plafonne et n'est plus à la hausse, ce qui devrait calmer les augmentations de prix. Pour M. Meloche « Les problèmes principaux sont que nous avons pris du retard en comparaison à la croissance démographique et qu'il manque un bassin d'invendu ».

Une disparité entre les salaires et le prix d'une propriété

Le revenu médian des Québécois, après impôts, tourne autour de 36 400 $ alors que le prix de référence d'une maison unifamiliale au Québec est de 517 000 $ soit, plus de 14 fois le revenu annuel médian d'une personne adulte au Québec. Lors d'une conversation téléphonique avec une conseillère Desjardins, celle-ci est très claire, il est impossible pour une personne, seule avec le revenu médian, de se voir accéder un prêt suffisant pour acheter une maison unifamiliale. Pour accéder à un prêt de 400 000 $ il faudrait gagner au moins 170 000 $ par an. Elle confie « j'ai dû refuser un prêt de 400 000 $ à un couple qui gagnait 150 000 $ ». La conseillère préfère ne pas être nommée par

souci de confidentialité. **En dix ans, le nombre de jeunes propriétaires a diminué de 4 %** et ce malgré des augmentations des salaires. Les prix de l'immobilier ont augmenté en moyenne de 3,5 % en 2023 et il est estimé que les salaires moyens ont connu une hausse de 4 %. Pourtant, s'imaginer acheter un bien immobilier reste encore un objectif inatteignable pour beaucoup de jeunes travailleurs. Pour cause, le prix moyen de la maison unifamiliale depuis 1986 a augmenté de 310 % (121 % indexé sur l'inflation) alors que depuis 2006, les salaires n'ont augmenté que de 60 % (50 % indexé sur l'inflation).

Elodie Bouchard

Pour Elodie Bouchard « l'un des principaux freins concerne les taux d'intérêts ». Alors qu'il y a quelques années il était possible d'emprunter sur le long terme à 1.2 %, présentement, sur le site de la banque Desjardins, les taux d'emprunts les plus bas restent bien au-dessus de 5 %, de quoi refroidir les ardeurs de futurs acheteurs.

Une sortie de crise qui peut s'avérer être douloureuse

Pour M. Meloche la situation n'est pas désespérée et **il fait remarquer que les marchés sont cycliques. Il rappelle que dans les années '80**, après d'importantes difficultés économiques, les prix de l'immobilier ont chuté. Les meilleures pistes de solutions selon M. Meloche seraient de « fluidifier l'offre, de favoriser la transformation de bâtiments désuets en logements, de créer des leviers pour autoriser des constructions dans des zones géographiques protégées ». Il prévient néanmoins que pour que les prix stagnent - ou baissent -, il faudrait entre autres que le Québec soit moins attractif pour l'immigration.

À ce sujet, Mme Bouchard souligne que **depuis l'instauration du moratoire sur l'immobilier, seuls les Canadiens ont le droit d'acheter du foncier et ce jusqu'à 2026**. M. Meloche insiste, pour que les prix baissent, il faudrait que le marché du travail soit moins fluide, une moindre stabilité politique ou une éventuelle récession. En définitive M. Meloche explique : « si on voulait atteindre une phase de surplus, ce serait difficile de l'atteindre sans que quelque chose se passe un petit peu mal en chemin ».

Pour Elodie Bouchard même s'il y a un changement de cycle « ça va peut-être baisser mais pas assez, s'il y une baisse, elle ne sera jamais assez grande pour que les jeunes aient accès à la propriété, les salaires ne sont pas proportionnels ». ■

M. BAYE MOUSSE DIALLO (DIT ÉLAJE)

Soyez avisé qu'un amendement en dommages et intérêts au dossier portant le numéro 685001 concernant le logement situé au 5262, avenue Cumberland, Montréal (QC) H4V 2N8, a été déposé contre vous au Tribunal administratif du logement. Vous pouvez prendre connaissance de cet amendement en contactant le bureau du Tribunal administratif du logement au **514 873-2245** ou à l'adresse Tribunal administratif du logement (**gouv.qc.ca**).

Century 21 IMMO-PLUS Agence immobilière
CAROLEBAILLARGEON.COM
ÉVALUATION GRATUITE !
Courtier immobilier agréé
MAÎTRE-VENDEUR 2023
Centurion : 2003-2004-2005-2006 2007-2008-2009-2011-2012-2013
Temple de la renommée 2007
1980, Notre-Dame Ouest

CAROLE BAILLARGEON
514-912-5343
RÉSIDENTE PENDANT 14 ANS DU VIEUX-MONTRÉAL

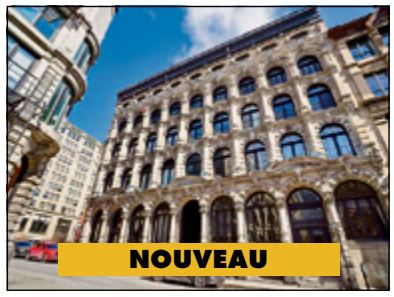
1320-RUEOLIER-302.COM

CONDO, 1152 pc, 2 ch., 2 s.d.b., cuisine, salon et s.à.m. à aire ouverte, balcon, garage, pisc, gym.
950 000 $ MLS 21341303

BESOIN DE CONDOS À VENDRE OU À LOUER

777GOSFORD-609.COM

CONDO de 1177 pc, 2 chambres, 1+1 s.d.b., garage, piscine, libre le 1er mai 2024.
2600 $ / mois MLS 20889472

455ST-PIERRE-450.COM


CAVERHILL, Loft de 961 pc, mur de briques et de pierres, plancher de bois, air climatisé.
2200 $ / mois MLS 20713933

DATE DE TOMBÉE : 07 MARS 2024

PROCHAINE PARUTION : 14 MARS 2024

ÉCHOS MONTRÉAL est distribué gratuitement à près de 100 000 lecteurs

Les opinions exprimées n'engagent que leurs auteurs.

276, rue Saint-Jacques
Bureau 832
Vieux-Montréal (Qc)
H2Y 1N3

Tél. : 514-844-2133
publicite@echosmontreal.com
redaction@echosmontreal.com

Éditeur : Échos Montréal

Président : Vincent Di Candido

Directeur administratif : François Di Candido

Ventes et Marketing : Bertin St-Amand, François Di Candido, CPS Media

Journalistes : Mercedes Domingue, Samuel Larochelle, Lilian Largier, Michel T., Alexis Bataillé

Collaboration spéciale : Michèle et Elodie Bouchard, Jean Corrieras-Mur, Eva Cadas

Conception graphique : François Sauriol

Distribution : Postes Canada, Échos Distribution, Messageries dynamiques, RADDAR

Impression : Transcontinental

Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec

Tirage certifié AMECQ
AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Participation financière du ministère de la Culture et des Communications
Financé par le gouvernement du Canada
Canada

À NE PAS MANQUER EN AVRIL

- En plein coeur d'une patrouille de police au centre-ville
- Choc d'idées

Gens du VIEUX
restez connectés à votre quartier
gensduvieux.ca
@levieuxmontreal
#vieuxmontreal
LE VIEUX
VIEUX-MONTRÉAL
SDC
Photo : Sara Megan